

« Les prédateurs de nos données sont invisibles »

Le journaliste d'investigation français publie « A la trace », une enquête sur les « nouveaux territoires de la surveillance ». Edifiant et glaçant.

PHILIPPE LALOUX

La moindre de nos traces numériques est siphonnée par de nouveaux prédateurs. Pour Olivier Tesquet, le « capitalisme de surveillance », dont nous serions les cobayes, soulève d'immenses questions de société. Sommes-nous condamnés au déterminisme technologique ?

Sommes-nous réellement suivis à la trace ? Par qui et comment ?

La représentation populaire de la surveillance est très étatique, à l'image des grands programmes de surveillance tels qu'a pu le révéler Edward Snowden. Je tenais à ramener la question de la surveillance à une échelle individuelle. Je suis persuadé que c'est le régime de pouvoir qui s'exerce sur nous aujourd'hui. Après les sociétés disciplinaires de Michel Foucault, et la société de contrôle de Gilles Deleuze, on passe une étape supplémentaire. Aujourd'hui, les dispositifs de surveillance font tout pour ne pas apparaître comme des dispositifs de surveillance. Soit en ne se présentant pas comme tels (Facebook ou Google ne se présentent pas comme des entreprises de surveillance). Soit via une série de nouveaux acteurs, clandestins, semi-clandestins, qui sont là pour mettre de l'huile dans les rouages : les marchands de surveillance, les courtiers en données... A travers cette double dissimulation, on a le sentiment de vivre dans un monde où les dispositifs de surveillance sont invisibilisés, gazeux.

Vous évoquez le lien de dépendance qui existe aujourd'hui entre les Etats et les grandes plateformes numériques.

Ce qui a changé, c'est que l'on a une hybridation très forte entre le public et le privé. Aujourd'hui, les Etats ont besoin de ces entreprises pour gouverner. Notamment parce qu'ils partagent tous la même obsession pour la prédiction des comportements : les entreprises à des fins publicitaires. Et les Etats, de plus en plus, à des fins sécuritaires. La multiplication exponentielle des traces numériques qu'on laisse oblige les Etats à recourir à l'automatisation, fournie par des sous-traitants privés. On est dans une logique de dépendance.

Votre ouvrage évoque un célèbre dessin publié dans le New Yorker en 1993, représentant deux chiens en train de naviguer sur le web, et qui postulait que « sur internet, personne ne sait que vous êtes un chien ». Aujourd'hui, dites-vous, sur internet, « tous les courtiers en données savent que vous possédez un labrador ». Qu'est-ce qui a buggé ? On nous a menti ? Nous avons été naïfs ?

Prenons l'exemple du rapport passionnel que l'on entretient avec notre smartphone. Le portable nous a donné l'idée que nous étions en maîtrise totale de notre environnement. Le monde était à portée de main. C'était une libération formidable de l'intelligence, des rapports sociaux... Sauf qu'on en revient, notamment parce que nous avons tous une lecture pathologisante de notre rapport addictif au téléphone. On réalise qu'il nous contrôle plus que ce qu'on imaginait. On découvre un tas d'acteurs qui évoluent sous le radar. Et qui nous recomposent un profil, un double numérique qui ne nous appartient pas.

Question existentielle, donc : la place de l'individu dans la société est-elle liée à son identité réelle ou à la représentation que font de nous des algorithmes ? Dans quelle réalité vivons-nous ?

On a du mal aujourd'hui à quantifier le pouvoir réel des algorithmes parce qu'on comprend assez mal leur fonctionnement. On surestime donc peut-être leur part dans nos vies. En même temps, on voit bien que, dans notre vie quotidienne, ils nous poussent en permanence à répondre à une série d'attentus sociaux : aller à tel resto, faire ceci ou cela, transformer la moindre de nos expériences en signal informatique exploitable... Sans ces signaux, sans faire le Petit Poucet, sans photos Instagram, sans transactions bancaires, sans bip à l'entrée du bâtiment... il n'y a pas de carburant pour alimenter l'économie de la donnée. Le capitalisme de surveillance nous dépouille et rend assez difficile la maîtrise de notre existence.

Selon votre formule, la moindre information à notre sujet devient un signal informatique. Du coup, est-il encore possible aujourd'hui d'avoir une vie privée ?

Gabriel García Márquez disait que l'individu a trois vies : une vie publique, une vie privée et une vie secrète. Les deux premières ont déjà largement fusionné à cause des réseaux sociaux. La vie secrète, elle, est de plus en plus rabaotée au nom d'impératifs tantôt publicitaires, tantôt sécuritaires.

Je repense aux déclarations de Vint Cerf, un des pionniers du web, aujourd'hui « évangéliste en chef » chez Google, qui disait que, finalement, la vie privée n'était qu'une parenthèse de l'Histoire. Le monde dans lequel on vit va devoir recomposer cette norme de la vie privée.

On découvre un tas d'acteurs qui évoluent sous le radar. Et qui nous recomposent un profil, un double numérique qui ne nous appartient pas

”

Sauf que qui fabrique la norme de cette vie secrète aujourd'hui ? Les plateformes sur lesquelles on évolue.

Faut-il interdire la reconnaissance faciale ?

La loi de Gabor dit : « Ce qui est techniquement possible sera inévitablement fait. » On ne peut pas « désinventer » la reconnaissance faciale. La technologie est là. Il y aurait donc une forme d'inévitabilité qui va nous pousser à l'adopter. Mais il y a une série de contre-exemples de choses que l'homme sait faire mais qu'il refuse

d'utiliser.

Les débats en bioéthique, par exemple, montrent bien que ce que la science peut, la société ne le veut pas toujours. Or, ici, au nom de l'innovation, on présume que la reconnaissance va résoudre un tas de choses sans se poser la question de son impact dans l'organisation de la société.

Olivier Tesquet

Le Français Olivier Tesquet est journaliste d'investigation à *Télérama*. Pionnier et enthousiaste du web, il en est aussi l'un des explorateurs les plus critiques dès lors qu'il en décortique l'impact sur nos vies. Prix Relay de la meilleure enquête en 2019, auteur de plusieurs essais, dont *Comprendre WikiLeaks* (Max Milo, 2011) et *Dans la tête de Julian Assange* (Actes Sud, 2020), il était l'invité, mardi, de Damien Van Achter, professeur à l'Heccs, dans le cadre de masterclasses destinées à ses étudiants en journalisme.

L'individu s'accommode-t-il docilement ?

On est dans une forme d'état d'urgence technologique qui, comme l'état d'urgence sécuritaire, une fois qu'il est activé, est très difficile à désactiver. La suspension des droits d'une société produit un effet cliquet. En Chine, l'épidémie de coronavirus a mené à un confinement numérique. Les autorités déploient une application, justement utilisée pour la mise en place du crédit social, afin de mesurer la contagiosité des individus. Que deviendront ces informations, transmises à la police, une fois que l'épidémie sera passée ? Toutes les mesures restrictives des libertés que l'on peut mettre en place grâce à la technologie vont-elles être banalisées comme un vulgaire état d'urgence, comme on l'a fait après les attentats ? Les crises sanitaires, comme les crises sécuritaires, sont des leviers très puissants pour imposer ces technologies.

Que faudrait-il pour recréer une confiance numérique ?

Vis-à-vis de ces entreprises, c'est très compliqué. Mark Zuckerberg lui-même a présenté ses excuses pour le modèle économique de Facebook. Prenez les révélations récentes du *New York Times* sur Clearview. Cette société a construit une base de données de 3 milliards de visages en aspirant sauvagement des données, y compris sur les réseaux sociaux, pour ensuite les revendre à des forces de police. Qui a financé Clearview ? Peter Thiel, le grand argentier conservateur de la Silicon Valley et... membre du conseil d'administration de Facebook. Scandale après scandale, ces entreprises nous confortent donc dans l'idée qu'elles fonctionnent sur la violation routinière de leurs propres règles. Elles fonctionnent et dépendent de leur propre niveau d'opacité. Quand on est à ce niveau d'irrespect, je dirais presque d'anthropophagie, je ne vois pas très bien comment elles vont réussir à restaurer un lien de confiance.

A la trace
OLIVIER
TESQUET
Premier
Parallèle
256 p., 18 €
ebook 9,99 €



Pour Olivier Tesquet, « les crises sanitaires, comme les crises sécuritaires, sont des leviers très puissants pour imposer ces technologies ». © OLIVIER POLET

c'est vous qui le dites

UN BROUET INFECT

Le confédéralisme, voilà le sempiternel infect brouet que nous sert et continuera à nous servir la N-VA. Le PS a dit non, il l'a redit à de multiples reprises, non au confédéralisme flamant. Pour résumer, en gros, ce que signifie ce « confédéralisme » : « Ce qui est à la Flandre, est à la Flandre, ce qui est à Bruxelles est aussi à la

Flandre et quant à la Wallonie, on négociera. » Le PS, ainsi que les autres partis francophones ont dit non, je ne suis pas étonné !

Samuel Lecomte

LE 2^D MANDAT DE TRUMP

Voilà un peu plus de trois ans que le président Donald Trump sévit aux Etats-Unis

et nous croyons que son prochain mandat, s'il est réélu, sera à l'image de l'actuel. A mon avis, il sera pire. Actuellement, Trump se retient, car il veut être réélu. A quoi ressemblera son éventuel prochain et ultime mandat ? Les Etats-Unis poursuivront à la vitesse grand V leur désengagement à l'international, forçant ainsi les pays amis à dépenser encore plus

en armement. Le Japon, la Corée du Sud et Taïwan y goûteront tout particulièrement ; l'Union européenne devra créer une force militaire autonome ; les pays du Commonwealth les plus puissants devront resserrer les rangs. A l'interne, il accélérera son travail de sape en environnement, favorisera davantage les plus riches, coupera encore plus dans les

programmes sociaux. Il passera à l'histoire comme l'un des présidents les plus réactionnaires du pays, ce qui sera probablement un compliment pour ses descendants. Le premier mandat est seulement un avant-goût de ce qui attend les Etats-Uniens.

Sylvio Leblanc